

Avertissement aux compagnies qui opèrent dans les colonies israéliennes

03.10.2017

Categories: BDS-Arguments, Droit international, Désinvestissement

27 septembre 2017 / par le Comité National BDS (BNC) palestinien / États Unis

L'ONU prend une première mesure concrète pour qu'Israël soit tenu responsable pour ses violations des droits fondamentaux des Palestiniens.

Des rapports dans les médias d'aujourd'hui ont révélé que le Haut Commissaire aux Droits de l'Homme à l'ONU a commencé à envoyer il y a quinze jours, des lettres à 150 sociétés en Israël et dans le monde, les avertissant qu'elles pouvaient se retrouver dans une base de données des sociétés complices qui font des affaires dans les colonies illégales israéliennes situées en Cisjordanie occupée, dont Jérusalem Est.

Ces lettres rappelaient à ces sociétés que leurs activités dans et avec les colonies illégales israéliennes se font en violation « du droit international et en opposition avec les résolutions de l'ONU ». Elles demandaient aussi que ces sociétés apportent des éclaircissements sur leurs activités.

Selon de hauts responsables israéliens, quelques unes de ces sociétés ont déjà répondu au Haut Commissaire aux Droits de l'homme à l'ONU qu'elles ne renouvelleraient pas leurs contrats ou n'en signeraient pas de nouveaux en Israël. « Cela pourrait se transformer en boule de neige », s'est inquiété un responsable israélien.

Parmi les 150 sociétés, environ 30 sont des entreprises américaines et un certain nombre viennent de pays dont l'Allemagne, la Corée du Sud et la Norvège. L'autre moitié représente des sociétés israéliennes, dont le géant pharmaceutique Teva, la compagnie nationale de téléphone Bezeq, la société de bus Egged, la société nationale des Eaux Mekorot, les deux plus grandes banques du pays Hapoalim et Leumi, la grande société militaire et technologique Elbit Systems, Coca-Cola, Africa-Israel, IDB et Netafim.

Parmi les sociétés américaines qui ont reçu la lettre, il y a Caterpillar, Priceline.com, TripAdvisor et Airbnb.

On rapporte que l'administration Trump essaie d'empêcher la publication de la liste.

Omar Barghouti, cofondateur du mouvement BDS, a fait ce commentaire :

« Après des décennies de dépossession des Palestiniens et d'occupation militaire et d'apartheid par Israël, les Nations Unies ont pris leur première mesure concrète et pratique pour assurer la responsabilité d'Israël

pour ses continuelles violations des droits fondamentaux des Palestiniens. Les Palestiniens saluent chaleureusement cette démarche.

Nous espérons que le Conseil aux Droits de l'Homme de l'ONU restera inflexible et publiera la liste complète des sociétés qui travaillent illégalement dans et avec les colonies israéliennes sur la terre volée aux Palestiniens, et élaborera cette liste comme demandé par le Conseil aux Droits de l'Homme de l'ONU en mars 2016.

Il est peut-être trop ambitieux d'attendre de cette courageuse mesure de responsabilisation qu'elle fasse réellement descendre Israël « de son piédestal », comme l'a demandé un jour l'évêque et leader anti-apartheid Desmond Tutu. Mais, si elle est correctement mise en œuvre par l'ONU, cette base de données des sociétés complices de certaines des violations des droits de l'Homme par Israël peut augurer du début de la fin de l'impunité criminelle d'Israël. »

Le Comité National BDS (BNC) palestinien est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Il dirige et soutient le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions. Allez voir notre site et suivez nous sur Facebook et Twitter.

Source: [BNC](#)

Traduction: J. Ch. pour BDS France

A lire également l'article de Haaretz du 28 septembre 2017 de Barak Ravid, traduit et reproduit par [agencemediapalestine](#):

Des responsables israéliens ont dit que certaines sociétés ont répondu au commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU qu'elles ne renouvelleraient pas leurs contrats avec Israël.

Le Commissaire aux Droits de l'Homme de l'ONU a commencé à envoyer des lettres il y a quinze jours à 150 sociétés, en Israël et dans le monde entier, les avertissant qu'elles allaient être ajoutées à la base de données des sociétés qui font des affaires dans les colonies israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem Est, c'est ce qu'ont dit à Haaretz de hauts responsables israéliens et des diplomates occidentaux investis dans cette question.

Un responsable israélien, qui a demandé de rester anonyme étant donné la sensibilité du sujet, a fait remarquer que les lettres, envoyées par [Zeid Ra'ad Al Hussein](#), disaient que ces entreprises faisaient des affaires dans les « territoires palestiniens occupés » et risquaient donc de se retrouver sur la [liste noire de l'ONU](#) des sociétés qui agissent en violation « du droit international et des décisions de l'ONU ». Les lettres, dont le gouvernement israélien a également reçu des copies, demandent aussi que ces entreprises envoient au haut commissariat des éclaircissements sur leurs activités commerciales dans les colonies.

Un diplomate occidental, qui a également demandé à rester anonyme, a noté que parmi les 150 sociétés, environ 30 étaient des entreprises américaines et un certain nombre venaient de nations dont l'Allemagne, la Corée du Sud et la Norvège. L'autre moitié représente des sociétés israéliennes.

Le Washington Post a écrit en août que, parmi les sociétés américaines qui ont reçu la lettre, il y avait Caterpillar, Priceline.com, TripAdvisor et Airbnb. Selon le même reportage, l'administration Trump essaie de discuter avec la [Commission aux Droits de l'Homme de l'ONU](#) pour empêcher la publication de la liste. En Israël, Channel 2 a dit il y a deux semaines que la liste comprend certaines des plus grandes sociétés israéliennes, dont : Teva, la banque Hapoalim, la banque Leumi, Bezeq, Elbit, Coca-Cola, Africa-Israel,

IDB, Egged, Mekorot et Netafim.

De hauts responsables israéliens ont dit que la peur qu'ont les Israéliens du désinvestissement ou de la baisse des affaires à cause de la liste noire est déjà une réalité. Ils disent que le Bureau des Affaires Stratégiques au ministère de l'Economie a déjà reçu des informations disant qu'un certain nombre de sociétés qui avaient reçu la lettre ont répondu au commissaire aux droits de l'Homme qu'elles n'avaient pas l'intention de renouveler leur contrat ou d'en signer de nouveaux en Israël.

« Ces sociétés ne peuvent simplement pas faire la différence entre Israël et les colonies et mettent fin à leurs activités toutes ensemble », a dit le haut responsable israélien. « Les sociétés étrangères n'investiront pas dans quelque chose qui sent mauvais politiquement – cela pourrait se transformer en boule de neige. »

Un comité interministériel comprenant le ministère des Affaires étrangères, le ministère des Affaires stratégiques, le ministère de la Justice et le ministère de l'Economie est encore à l'oeuvre pour essayer d'empêcher la publication de la liste. Toutefois, la plupart de ceux qui sont investis dans les efforts du gouvernement estiment que c'est inévitable et que la liste sera vraisemblablement rendue publique vers la fin décembre.

Dans une tentative pour minimiser ses dommages potentiels, Israël essaie d'arriver à entamer des discussions avec les sociétés étrangères citées dans la liste, [soulignant que c'est non contraignant et négligeable](#). Il leur a dit aussi qu'il contacte les gouvernements étrangers pour les informer que se servir de la liste équivaut à coopérer à un boycott d'Israël.

En mars 2017, la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU à Genève a voté une résolution encouragée par l'Autorité Palestinienne et les pays arabes, selon laquelle la commission élaborera une base de données des entreprises israéliennes et internationales qui font, directement ou indirectement, des affaires en Cisjordanie, à Jérusalem Est ou dans les Hauteurs du Golan. La décision a été votée malgré les lourdes pressions exercées par les Etats Unis pour adoucir le libellé de la résolution. Même une tentative de l'UE pour obtenir un accord des Palestiniens d'abandonner [la clause](#) qui prévoit dans la résolution l'élaboration de la liste noire, a échoué.

Traduction: J.Ch pour l'Agence Média Palestine

Source: [Haaretz](#)

A lire également: [L'ONU prend une première mesure en vue de mettre fin à l'impunité d'Israël](#)